

CONTRAT

**MARCHE DE SERVICES D'INSERTION PROFESSIONNELLE A LA MOBILITE EUROPEENNE
AUPRES DES
DEMANDEURS D'EMPLOI DE LA REGION CORSE**

PRESTATION ERASMUS + PROGRAMME 2025/2027

Procédure prévue à l'article R.2123-1 3°) du code de la commande publique

MARCHE 09/2025

DIRECTION REGIONALE CORSE

TABLE DES MATIERES

DISPOSITIONS PARTICULIERES

- A - Identité des parties
- B - Modalités de fonctionnement
- C - Coordonnées bancaires ou postales
- D - Décision de France Travail (rubrique réservée à France Travail)
- E - Notification du marché public (rubrique réservée à France Travail)

DISPOSITIONS GENERALES

- I - Objet du marché
- II - Forme et quantité
- III - Durée
- IV - Pièces constitutives
- V - Modalité d'exécution du marché
- VI - Prix et modalités de règlement
- VII - Dispositions diverses
- VIII - Résiliation
- IX - Litiges

Annexe I - Calendrier de mise en œuvre et répartition des bourses

DISPOSITIONS PARTICULIERES

A - IDENTITE DES PARTIES

Le présent marché est conclu entre :

France Travail Corse, établissement public administratif, représenté par sa directrice régionale, Madame Catherine BEDENES, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : Direction Régionale France Travail – boulevard Louis Campi – Résidence Opéra – CS50221 – 20700 Ajaccio cedex 9,

ci-après dénommé « France Travail »

d'une part,

Et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social ou siège, numéros de téléphone et de télécopie, courriel et forme juridique de la personne morale candidate.

Si différent, indiquer le nom, raison ou dénomination sociale, adresse, numéros de téléphone et de télécopie et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du marché.

Représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéros de téléphone et de télécopie et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

☐ agissant en qualité de candidat individuel

☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché public a été conclu

ci-après dénommé « le Titulaire »

d'autre part.

B - Le cas échéant, numéro d'enregistrement au titre de la formation professionnelle continue

La présente rubrique est à compléter uniquement dans le cas où, à la date de la remise de l'offre, le candidat individuel ou le membre d'un groupement d'opérateurs économiques candidat (y compris le mandataire) est déjà en possession du numéro d'enregistrement prévu à l'article R. 6351-6 du code du travail. En cas de groupement, le cadre correspondant est à dupliquer autant que nécessaire.

<input type="checkbox"/>	Candidat individuel enregistré sous le numéro :	
	Auprès du Préfet de région de :	
<input type="checkbox"/>	Raison ou dénomination sociale du membre du groupement :	
	Enregistré sous le numéro :	
	Auprès du Préfet de région de :	

A Dupliquer en cas de besoin

C - COORDONNEES BANCAIRES OU POSTALES

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le compte bancaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 45 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et conformément aux dispositions de l'article VII.1.1 du Contrat, les comptes bancaires dont les relevés BIC IBAN sont joints.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

D - DECISION DE FRANCE TRAVAIL (rubrique réservée à France Travail)

L'offre est acceptée en ce qui concerne :

L'ensemble de la consultation.

Le marché public est conclu pour l'AIF au prix unitaire HT / heure de formation suivant : (à adapter en fonction des pays)

Prix horaire HT /heure de formation en € GROUPE 1 : IRLANDE

Prix horaire HT /heure de formation en € GROUPE 2 : MALTE

Reporter à cette rubrique le prix indiqué par le candidat au bordereau de prix de son dossier de réponse.

Ce prix est réputé complet et comprend notamment l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

Il est ferme pendant toute la durée du marché public.

E – NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC (*rubrique réservée à France Travail*)

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du Contrat

☐ en mains propres

Fait à, le

Signature du représentant du Titulaire :

☐ par courrier recommandé avec avis de réception postale

Agrafer sur cette page l'avis de réception postale.

☐ par envoi *via* la plateforme de dématérialisation, dont le Titulaire accuse réception

Agrafer sur cette page l'avis de réception dématérialisé.

☐ par courriel

DISPOSITIONS GENERALES

PREAMBULE

Opérateur majeur du marché de l'emploi en France, France Travail a pour mission de faciliter le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi et d'offrir aux entreprises des réponses adaptées à leurs besoins de recrutement.

Constitué sous la forme d'un établissement public administratif, France Travail est organisé de manière déconcentrée, en une direction générale et des directions régionales qui suivent le découpage des régions administratives françaises (article L. 5312-10 du code du travail).

France Travail est composé de 17 directions régionales, et plus particulièrement, de la Direction Régionale Corse, dont il est question dans le présent marché.

France Travail Corse assure pour son territoire la coordination, la gestion financière et le contrôle budgétaire du dispositif national de mobilité européenne de la Direction Générale de France Travail monté dans le cadre des programmes européens ERASMUS+ « Un levier pour l'emploi » 2025-2027.

ERASMUS+ est le programme de l'UE dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport pour la période 2021-2027. L'éducation, la formation, la jeunesse et le sport sont des domaines fondamentaux qui aident les citoyens à assurer leur développement personnel et professionnel. Une éducation et une formation inclusives et de qualité, tout comme l'apprentissage informel et non formel, permettent, à terme, de doter les jeunes et les participants de tous âges des certifications et des compétences requises pour assurer leur participation active à la société démocratique, développer leur compréhension interculturelle et faciliter une transition réussie vers le marché du travail.

ERASMUS+ permet ainsi de se former, d'acquérir une expérience professionnelle dans un pays étranger. Ce sont autant d'opportunités pour renforcer les compétences et l'employabilité, en lien avec les missions de France Travail

France Travail est en particulier chargé d'accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, de prescrire toutes actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité, de favoriser leur reclassement et leur promotion professionnelle, de faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et de participer aux parcours d'insertion sociale et professionnelle.

I. - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Une convention a été signée entre France Travail et la Commission européenne via l'Agence Erasmus Plus, qui attribue à France Travail la gestion de bourses de mobilité pour les demandeurs d'emploi.

L'attribution de ces bourses est décidée par la Direction Générale et la mise en œuvre du programme est organisée au niveau régional. Une répartition entre les régions a été proposée. Le niveau régional dispose de la complète maîtrise de ces bourses, tant sur le plan opérationnel que de la gestion budgétaire et comptable. Cette responsabilité s'accompagne d'une dotation budgétaire complémentaire calculée au prorata du nombre de bourses géré.

Les conventions qui doivent être signées pour la mise en œuvre opérationnelle du programme avec des prestataires le sont au niveau régional, et les régions concernées assurent la gestion opérationnelle des conventions signées. La région « Corse » en fait partie.

Passé selon la procédure prévue à l'article R.2123-1 3°) du code de la commande publique, le présent marché a pour objet l'achat par France Travail Corse, de prestations d'accompagnement complètes de 17 demandeurs d'emploi à la mobilité professionnelle, dans le cadre d'un stage au sein de l'Union Européenne de type ERASMUS +, telles que ces prestations sont décrites au Contrat.

Ces prestations et leurs modalités d'exécution sont décrites au présent contrat et au cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicables.

II. - FORME ET QUANTITES DU MARCHÉ

Le marché public prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande conclu avec un unique Titulaire et avec un maximum en quantité, défini en nombre de bénéficiaires à prendre en charge au titre du marché. Pour la consultation, ce maximum est fixé à l'annexe I au Contrat pour la première période contractuelle d'exécution du marché courant jusqu'au 31/12/2026.

En cas de reconduction, le pays de réalisation et le nombre maximum de bénéficiaires à prendre en charge est indiqué dans la décision de reconduction notifiée au Titulaire dans les conditions énoncées à l'article III du Contrat.

Seules les prestations pour lesquelles la commande correspondante n'a pas fait l'objet d'une annulation dans les conditions fixées à l'article V.2 du Contrat sont prises en compte dans la computation du nombre maximum de bénéficiaires défini au présent article. Il est en outre *expressément convenu que seul un bénéficiaire ayant effectivement adhéré dans les conditions* fixées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) est pris en compte dans la computation du nombre maximum de bénéficiaires défini au présent article.

III. - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC

Sous réserve des dispositions de l'article VIII du Contrat, le marché est conclu à compter de sa date de prise de notification pour une période ferme d'un an courant jusqu'au 31/12/2026. Le marché peut être reconduit expressément 2 fois, pour une période calendaire d'un an pour chaque reconduction.

La date de prise d'effet du marché est fixée au 01/01/2026. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que le délai entre la date de notification du marché et la date de sa prise d'effet est consacré à la vérification des curriculum *vitae* dans les conditions fixées à l'article V.3.2 du Contrat, à la désignation des référents opérationnels mentionnés à l'article V.8.2.1 du Contrat, à la tenue des réunions de préparation telles que prévues à l'article V.8.2.1 du contrat. Les bénéficiaires sont effectivement pris en charge au titre du marché à compter du 01/01/2026.

Aux fins de reconduction, France Travail se prononce au moins trois mois calendaires avant l'échéance de chaque période contractuelle d'exécution du marché, en prenant notamment en compte :

- le taux de demandeurs d'emploi ayant abandonné en cours de prestation,
- la satisfaction des bénéficiaires,
- le cas échéant, les pénalités appliquées, les mises en demeure adressées et le résultat des plans d'action consécutifs,
- le nombre et la diversité des secteurs dans lesquels sont sélectionnés les entreprises d'accueil
- les résultats du contrôle qualité prévu au premier alinéa de l'article V.8.1 du Contrat.

La reconduction de ce marché tient compte du nombre variable de bourses obtenues par France Travail sur les années 2025-2027, à la hausse ou à la baisse.

Les pays de la communauté européenne choisis pour la mise en œuvre de l'accompagnement des demandeurs d'emploi peuvent différer selon les années.

Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant renoncé à la reconduction. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

IV. - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché est constitué des pièces suivantes dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- le Contrat ;
- le Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) ;
- le Bordereau des prix ;
- le DQE ;
- le Cadre de réponse ;
- la ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ;
- Le document de candidature ;
- La base de données administratives ;
- L'annexe I - calendrier de mise en oeuvre et répartition des bourses ;
- La charte achats responsable.

Les avenants le cas échéant conclus et les ordres de service le cas échéant notifié en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

V. - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

V.1. - Prestations de formation professionnelle et déclaration d'activité prévue à l'article L. 6351-1 du code du travail

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que les prestations objet du marché constituent des prestations de formation professionnelle, au sens des articles L. 6311-1 et L. 6313-1 du code du travail. Il se conforme en conséquence strictement à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions de formation professionnelle, en particulier les dispositions du Livre III de la sixième Partie du code du travail.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de procéder, auprès du préfet de région territorialement compétent, à la déclaration d'activité prévue à l'article L. 6351-1 du code du travail, ce dans les conditions définies aux articles R. 6351-1 et suivants du même code. Sauf dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article R. 6351-6 du code du travail, le numéro d'enregistrement figure aux dispositions particulières du Contrat s'agissant du Titulaire, du ou des membres considérés du groupement d'opérateurs économiques titulaire et/ou à la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement s'agissant du sous-traitant proposé, ce sous la forme : « enregistré sous le numéro XX auprès du préfet de région de *(à compléter)* ».

De même conformément à la réglementation le prestataire doit avoir son référencement Qualiopi et le joindre à sa candidature.

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 du Contrat, le Titulaire informe France Travail, par courrier recommandé avec avis de réception postale, du refus d'enregistrement, de la

caducité ou de l'annulation de l'enregistrement, ce dans un délai maximum de cinq jours calendaires à compter de l'information de la décision correspondante ou de sa notification.

La langue d'exécution du marché est le Français. Tous les documents remis à France Travail, ainsi que tous les entretiens réalisés avec les personnels de France Travail et toutes les présentations effectuées devant eux sont en français.

V.2 - Modalités d'émission et d'exécution des commandes

Le marché s'exécute par commandes successives, selon les besoins, dans la limite du nombre maximum de bénéficiaires susceptibles d'être pris en charge pour la période contractuelle considérée d'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, ces bons de commande sont transmis au mandataire du groupement et au membre du groupement qui exécute la prestation.

La transmission de la « liste définitive des inscrits » vaut commande de la prestation considérée. Le numéro de commande à faire figurer sur la facture dans les conditions prévues à l'article VI.3 du présent Contrat est indiqué au Titulaire au plus tard après transmission par lui du devis et du contrat financier l'état dûment signé par le ou les bénéficiaires, attestant de leur prise en charge dans le cadre de la prestation et validés par les services de France Travail.

Sous réserve des dispositions du présent article relatives à l'annulation d'une commande par France Travail, chaque commande est impérative. En cas de difficultés prévisibles ou avérées dans l'exécution d'une commande, le Titulaire en avertit l'émetteur par tout moyen et prévient les bénéficiaires. Dans un délai maximum de quatre jours calendaires à compter du moment où il a eu connaissance de ces difficultés, le Titulaire adresse également à l'émetteur de la commande un courrier de confirmation explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés.

France Travail se réserve le droit d'émettre des commandes à tout moment pendant la durée du marché. La durée d'exécution d'une commande est égale à la durée de la prestation commandée, telle que définie au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), à compter de la date, incluse, du premier entretien. Le Titulaire est tenu d'exécuter les commandes dont la durée d'exécution va au-delà de la durée du marché dès lors que celles-ci lui ont été notifiées avant l'expiration de cette dernière.

France Travail se réserve le droit d'annuler à tout moment une commande, sous réserve d'en informer le Titulaire préalablement au démarrage de la prestation ; cette annulation n'ouvre pas droit au paiement d'indemnités.

V.3. - Personnels affectés à l'exécution des prestations

V.3.1. - Dispositions générales

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 du Contrat, le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché, demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché. Les intervenants affectés à l'exécution des prestations relèvent des effectifs du Titulaire ou de ses éventuels sous-traitants déclarés et dont les conditions de paiement ont été agréées par France Travail.

Seuls les intervenants acceptés dans les conditions fixées à l'article V.3.2 du Contrat peuvent prendre part à l'exécution du marché public.

Le Titulaire reconnaît également être parfaitement informé que, sauf maladie, accident de l'intervenant ou absence liée aux obligations de l'article L. 3141-17 et suivants du code du travail, l'affectation d'un même intervenant auprès d'un même bénéficiaire à l'exécution, *a minima*, de l'ensemble des entretiens individuels (entretien initial, entretien à mi-parcours et, entretien de bilan) est une condition déterminante de leur bonne fin.

Le titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des intervenants affectés à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Les niveaux minimums de formation et/ou d'expérience des intervenants affectés à l'exécution du marché sont précisés à l'article 8 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) ; ces niveaux de formation s'entendent par référence à la nomenclature des niveaux de formation fixée par la circulaire ministérielle n° II.67.300 du 11 juillet 1967 (Bulletin officiel n° 29 du 20 juillet 1967).

Le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article V.6 du Contrat dans le cas où un entretien n'a pu avoir lieu du fait de l'absence d'un intervenant, ainsi que dans le cas où un intervenant a pris part à l'exécution du marché sans avoir été préalablement accepté par France Travail.

V.3.2. - Acceptation préalable des intervenants

Avec le cadre de réponse, le Titulaire transmet à France Travail les curriculums *vitae* détaillés des intervenants affectés à l'exécution du marché, présentant les compétences exigées à l'article 8 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). France Travail dispose d'un délai maximum de deux semaines calendaires pour vérifier que les intervenants dont les curriculums *vitae* sont transmis présentent ces compétences et notifier par courriel au Titulaire l'éventuel refus d'un intervenant. Le Titulaire est tenu de, dans un délai maximum de cinq jours calendaires à compter de cette notification et sauf si le nombre d'intervenants est suffisant pour, malgré ce refus, répondre à la demande de planification de France Travail, présenter le *curriculum vitae* d'un nouvel intervenant présentant les compétences exigées.

En cours d'exécution du marché, le Titulaire est également tenu d'informer France Travail de tout nouvel intervenant affecté à l'exécution des prestations, en transmettant le *curriculum vitae* de ce nouvel intervenant par courriel. France Travail dispose d'un délai de quinze jours calendaires à compter de sa réception pour vérifier que le nouvel intervenant dont le *curriculum vitae* est transmis présente les compétences exigées à l'article 8 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et notifier par courriel au Titulaire l'éventuel refus d'un intervenant. Le Titulaire est tenu de, dans un délai maximum de cinq jours calendaires à compter de cette notification et sauf si le nombre d'intervenants est suffisant pour, malgré ce refus, répondre à la demande de planification de France Travail, présenter le *curriculum vitae* d'un nouvel intervenant présentant les compétences exigées.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que France Travail se réserve la faculté de, à tout moment pendant l'exécution du marché, solliciter par courrier recommandé avec avis de réception postale, dûment motivé par des raisons professionnelles ou déontologiques, le remplacement d'un intervenant affecté à l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à, dans un délai maximum de quinze jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant présentant les compétences exigées à l'article 8 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). France Travail dispose d'un délai de huit jours calendaires pour vérifier que le remplaçant dont le *curriculum vitae* est transmis présente les compétences exigées et notifier par courriel au Titulaire l'éventuel refus de l'intervenant. Le Titulaire est tenu de, dans un délai maximum de cinq jours calendaires à compter de cette notification, présenter le *curriculum vitae* d'un nouvel intervenant présentant les compétences exigées.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution de la mission confiée au titre du présent marché demeure en toutes circonstances placées sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le personnel appelé à travailler dans les locaux de France Travail à l'occasion de l'exécution de la mission doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables. Le titulaire est donc responsable des dommages causés directement ou indirectement par lui ou l'un de ses préposés à l'occasion de l'exécution du marché.

V.4. - Lieux d'exécution des prestations

Les locaux de France Travail sont mis à la disposition du Titulaire pour l'exécution des étapes des prestations figurant en Annexe I.

Le personnel affecté à l'exécution des prestations dans les locaux mis à la disposition du Titulaire par France Travail se conforme au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables à ces locaux.

V.4.1. - Locaux affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations

V.4.1.1. - Localisation, date d'affectation et engagements du Titulaire

Les locaux affectés par le Titulaire à l'exécution du marché, dès sa date de prise d'effet, sont décrits dans sa Proposition technique. Ils se situent dans les pays définis à l'annexe I au Contrat comme constituant des lieux d'intervention obligatoires au titre du marché ou, le cas échéant, sont des locaux additionnels.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que le maillage territorial des prestations objet du marché est une condition déterminante de sa bonne exécution. En conséquence, à peine d'application des pénalités prévues à l'article V.6 du Contrat le Titulaire est tenu d'affecter et de maintenir affectés pendant toute la durée d'exécution du marché des locaux dans l'ensemble des lieux d'intervention obligatoires définis à l'annexe I au Contrat, ainsi que, le cas échéant, des locaux additionnels dans l'ensemble des sites mentionnés dans sa Proposition technique.

Dans le cas où, préalablement à la remise de son offre dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, il ne disposait pas des locaux proposés pour l'exécution du marché, le Titulaire est engagé par l'indication des lieux d'intervention obligatoires dans lesquels

il a mentionné dans sa Proposition technique qu'il louerait, ferait mettre à sa disposition ou prendrait possession à quelque titre que ce soit de locaux aux fins d'exécution du marché. Le cas échéant, le Titulaire est également engagé par l'indication des villes ou communes dans lesquelles il a mentionné dans sa Proposition technique qu'il mettrait à disposition des locaux additionnels aux fins d'exécution du marché.

Le Titulaire est également engagé par l'indication des conditions d'accessibilité et d'accueil qu'il a décrites dans sa Proposition technique comme devant y être mises en œuvre au profit des bénéficiaires ; ces informations constituent l'engagement minimum du Titulaire en la matière.

Les locaux que le Titulaire s'est engagé dans sa Proposition technique à louer, faire mettre à sa disposition ou prendre possession à quelque titre que ce soit aux fins d'exécution du marché public doivent être effectivement affectés à cette exécution au plus tard le 01/01/2026 date de prise d'effet du marché. Sans préjudice des dispositions de l'article V.6 du Contrat, et au plus tard la veille de la date à laquelle les locaux sont effectivement affectés à l'exécution du marché public, le Titulaire informe France Travail par courriel de cette date.

V.4.1.2. - Caractéristiques techniques des locaux

Les locaux affectés à l'exécution des prestations satisfont à la législation et à la réglementation en vigueur, notamment en matière de conditions d'hygiène et de sécurité pour l'accueil du public.

Ces locaux sont adaptés, en taille et en capacité, au nombre de bénéficiaires à prendre en charge au titre du marché. Ils sont appropriés au contenu de la prestation tel que décrit au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et dans la Proposition technique du Titulaire. Ils comportent, selon la démarche méthodologique proposée, des salles de réunion et/ou bureaux de réception individuels, propres à garantir notamment la confidentialité des échanges, ainsi que l'ensemble des matériels mentionnés au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

V.4.1.3. - Assurances

Le titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement par lui ou l'un de ses préposés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché, par des tiers. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. Le Titulaire met en ligne les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties concernées sur une plateforme électronique mise en ligne gracieusement par France Travail dont les coordonnées lui sont communiquées lors de la réunion de lancement.

Le titulaire s'inscrit sur la plateforme à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués et dépose ces attestations tous les ans et jusqu'à l'échéance du marché

V.5. - Obligations du Titulaire relatives aux bénéficiaires des prestations

V.5.1. - Respect des principes de la République

Le Titulaire s'engage à respecter et faire respecter par son personnel les principes d'égalité des usagers devant le service public, de laïcité et de neutralité du service public. Il prend toute mesure à cet effet et veille en particulier à ce que son personnel s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses, traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Le respect de ces dispositions est susceptible de contrôle dans le cadre du contrôle qualité prévu à l'article V.8.

V.5.2. - Obligations méthodologiques et de non-discrimination

Au titre du marché, le Titulaire s'engage à :

- prendre toute mesure pour respecter et faire respecter par son personnel les dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail en matière de non-discrimination ;
- utiliser une méthodologie en lien direct avec la finalité de la prestation ;
- informer les bénéficiaires de la prestation des objectifs, modalités de mise en œuvre et de suivi de la prestation, ainsi que des modalités d'appréciation de ses résultats ;
- informer les bénéficiaires de la prestation de la transmission à France Travail des éléments nécessaires au suivi de l'exécution de la prestation et à l'appréciation de ses résultats, tels que mentionnés au Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations et se porte fort de leur respect par son personnel.

V.4.3. - Obligation de gratuité à l'égard des bénéficiaires et déontologie

A peine de résiliation du marché sans mise en demeure préalable et à ses torts exclusifs dans les conditions fixées à l'article VIII.1, le Titulaire s'engage à ne réclamer aux bénéficiaires aucune contribution en argent ou en nature à quelque titre que ce soit à l'occasion de l'exécution du marché, y compris la mise à disposition de moyens matériels et documentaires. Ces dispositions s'appliquent notamment à toute actions menées par un membre de l'équipe pluridisciplinaire, le cas échéant dans les locaux de ces professionnels de santé en application de l'article V.3.2. A ce titre, aucune prise en charge par les organismes de sécurité sociale ne peut être demandée.

Le Titulaire garantit par ailleurs France Travail contre une utilisation détournée des prestations conduisant à orienter les bénéficiaires vers des services payants ou une quelconque acquisition.

Dans le cas où, dans le cadre de la prestation, des services payants ou une quelconque acquisition apparaissent nécessaires, le bénéficiaire est clairement informé des conditions financières afférentes et le Titulaire s'engage à ne pas se placer en situation de conflit d'intérêts. A cet égard et notamment, le Titulaire garantit France Travail que les recommandations formulées par les intervenants au cours ou à l'issue de la prestation sont faites en toute indépendance et n'ont pas pour effet de prédéterminer, directement ou indirectement, la structure délivrant la prestation.

Le Titulaire reconnaît être informé que le respect de ses dispositions est susceptible de contrôle dans le cadre du contrôle qualité prévu à l'article V.7.1.

Le Titulaire prend toute disposition à cet effet. Il s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations déontologiques et se porte fort de leur respect par son personnel.

V.4.4. - Protection sociale des bénéficiaires

En application des articles L.412-8-2° e) et L.412-8-11° du code de la sécurité sociale, les bénéficiaires de la prestation sont couverts au titre du risque accident du travail et maladie professionnelle pour les accidents survenant du fait ou à l'occasion de celle-ci. Conformément aux dispositions de l'article D.412-94 du code de la sécurité sociale, le Titulaire informe France Travail, qui effectue les déclarations nécessaires, de la survenance et des circonstances d'un accident survenant à l'occasion de l'exécution d'une prestation, dans un délai maximum de vingt-quatre heures à compter de la survenance de l'accident.

V.5.2. - Traitement de données personnelles autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de France Travail, les données personnelles nécessaires à l'exécution du marché public pour les finalités et aux conditions décrites au Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

France Travail et le Titulaire s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Les coordonnées du délégué à la protection des données désigné par le Titulaire en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) sont communiquées à France Travail dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent ordre de service. Le délégué à la protection des données de France Travail peut être contacté par courriel à Courriers-cni@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Sauf accord préalable exprès de France Travail et à peine de résiliation à ses torts exclusifs, le Titulaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de France Travail, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

V.5.2.1 - Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les finalités et selon les instructions figurant au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). Dans le cas où il considère qu'une instruction contrevient à la réglementation en matière de protection des données personnelles, le Titulaire en informe immédiatement France Travail.
- garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;
- prendre en compte les principes de protection des données dès la conception, ainsi que par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données » (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché public ;
- le cas échéant, aider France Travail dans la réalisation des analyses d'impact et consultations préalables de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), prévues aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données » (RGPD) ;
- mettre à disposition de France Travail l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des données personnelles, ou permettant la réalisation d'audits sur pièces ou sur place, par France Travail, un organisme mandaté par ses soins à cet effet ou toute autorité de contrôle à laquelle France Travail est soumis. Le Titulaire contribue également à ces audits ;

- dans le cas où il a recours à un sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article VII.2 du Contrat, ou à un fournisseur pour mettre en œuvre tout ou partie du traitement, veiller à ce que le sous-traitant ou fournisseur présente les garanties suffisantes s'agissant de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Le recours au fournisseur doit en outre faire l'objet d'une autorisation écrite préalable ;
- dans le cas où il est dans l'obligation, en application du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, de procéder à un transfert de données en dehors de l'Union européenne, en informer France Travail avant la mise en œuvre du traitement, sauf interdiction pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Sans préjudice des instructions le cas échéant fixées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le Titulaire définit et met par ailleurs en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes.

V.5.2.2 - Information des personnes concernées

France Travail informe les personnes concernées de l'existence du traitement, ainsi que de leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Dans le cas où des demandes d'exercice de ces droits lui sont adressées, le Titulaire transmet ces demandes à France Travail, par courriel, à l'adresse Courriers-cni@francetravail.fr

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour aider France Travail à répondre à ces demandes.

V.5.2.3 - Violation de données personnelles

Dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, le Titulaire notifie à France Travail, par courriel à l'adresse Courriers-cni@francetravail.fr toute violation de données personnelles. Est jointe la documentation utile permettant, le cas échéant, à France Travail de notifier la violation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette documentation comprend *à minima* les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes et de données concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les conséquences.

V.5.2.4 - Sort des données

Le Titulaire détruit l'ensemble des données à caractère personnel traitées, ainsi que leurs éventuelles copies, dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de six mois à compter du complet paiement de la prestation. Dans un délai maximum d'un mois à l'issue du complet paiement par France Travail de la dernière prestation due en exécution du marché, le Titulaire confirme à France Travail la destruction des données personnelles figurant dans tout document ou dans tout fichier informatique dans les conditions décrites à l'article V.5.2 du Contrat, sauf obligations particulières de conservation.

V.5.3. - Obligation de gratuité à l'égard des bénéficiaires des prestations

A peine de résiliation du marché sans mise en demeure préalable et à ses torts exclusifs dans les conditions fixées à l'article VIII.1 du Contrat, le Titulaire s'engage à ne réclamer aux bénéficiaires des prestations aucune contribution en argent ou en nature à quelque titre que ce soit à l'occasion de l'exécution du marché, y compris la mise à disposition de moyens matériels et documentaires.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations de gratuité et se porte fort de leur respect par son personnel.

V.5.4. - Obligations déontologiques

Le Titulaire garantit France Travail que les recommandations formulées en cours ou à l'issue de la prestation quant à l'orientation du demandeur d'emploi dans un parcours de formation sont données en toute indépendance par l'intervenant en charge du bénéficiaire et n'ont pas pour effet de prédéterminer, directement ou indirectement, l'organisme appelé à mettre effectivement en œuvre la formation. Plus généralement, le Titulaire garantit France Travail contre une utilisation détournée de la prestation conduisant à orienter les bénéficiaires vers des services payants. Dans le cas où, dans le cadre de l'exécution de la prestation, un service payant est évoqué, le bénéficiaire est clairement informé du caractère payant dudit service.

Le Titulaire prend toute disposition à cet effet ; il s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations déontologiques et se porte fort de leur respect par son personnel.

V.5.5. - Obligations en matière de protection sociale des bénéficiaires

En application de l'article L. 412-8 2° c) du code de la sécurité sociale, les personnes effectuant des stages de formation professionnelle continue conformément aux dispositions du livre III de la sixième partie du code du travail bénéficient de la protection contre les accidents du travail et maladies professionnelles pour les accidents survenus par le fait ou à l'occasion de cette formation. Le Titulaire effectue les déclarations nécessaires, conformément aux dispositions de l'article R. 412-5 du même code. Il en informe France Travail dans un délai maximum de vingt-quatre heures à compter de la déclaration.

En ce qui concerne les périodes de mise en situation en milieu professionnel prévues à l'article L. 5135-1 du code du travail, qu'il a la possibilité de prescrire en application de l'article 3 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), le Titulaire se conforme aux dispositions applicables en matière de protection sociale des bénéficiaires. Le cas échéant, il supporte les cotisations correspondantes.

V.5.6. - Obligations en matière de conditions sanitaires

Le Titulaire prendra bonne note du kit reprenant des documents à destination des prestataires et d'autres pour les participants(es) afin de prévenir une situation de crise sanitaire comme nous avons pu le vivre au printemps 2020 (fermeture des frontières, rapatriement, etc..), demandant notamment aux participants(es) de s'inscrire sur les sites pertinents et d'en consulter d'autres. Il annonce également aux prestataires le fonctionnement en termes de communication et de documents justificatifs à obtenir/conserver en cas de crise.

Conformément à cette directive, nous vous demandons donc d'appliquer la réglementation en vigueur côté français et côté pays d'accueil sans aller au-delà et donc de ne pas généraliser la demande de test si celle-ci n'est pas exigible légalement. (Bien entendu, cela sera susceptible de changer selon les évolutions réglementaires et légales françaises et des pays d'accueil).

V.6. - Pénalités

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

Sans préjudice des dispositions de l'article III du présent Contrat, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable, redevable :

- en cas de non-respect du délai imparti pour informer France Travail de l'abandon du bénéficiaire, d'une pénalité de 20% du montant de la bourse de la prestation tel que figurant à l'annexe I pour le pays considéré.

- dans le cas où un intervenant a pris part à l'exécution du marché sans avoir été préalablement accepté par France Travail, d'une pénalité de 500 Euros par intervenant non accepté en cas de non-respect du délai de transmission des documents nécessaires au cofinancement européen (rapports, justificatifs...) s'appliquera une pénalité de 150 € par jour de retard
- en cas de non tenue d'une quelconque rencontre ou session du fait de l'absence d'un intervenant, d'une pénalité de 50 Euros par rencontre ou session non tenue
- en cas de non-respect des termes du CCFT, du présent contrat ou du contrat financier, d'une pénalité de 30% du montant de la bourse de la prestation tel que figurant à l'annexe I pour le pays considéré.
- en cas de non-respect du délai de transmission de l'état de présence, du contrat d'accompagnement, du bilan d'évaluation, de la fiche de résultats ou de la fiche de suivi et d'évaluation, dûment complété, d'une pénalité d'un montant de 40 euros par document non transmis et par jour ouvré de retard.
- dans tous les cas où, mis en demeure par France Travail dans les conditions fixées à l'article L. 8222-6 du code du travail, il ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code dans le délai prévu à l'article L. 8222-6 du même code, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de 500 Euros

Les pénalités sont réglées par le Titulaire sur demande écrite de France Travail, dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la demande. A défaut de règlement dans ce délai, les pénalités réclamées sont payées à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'au complet paiement de la pénalité. En cas de groupement d'opérateurs économiques, ou de sous-traitance, seul le mandataire, ou le Titulaire en cas de sous-traitance, est redevable vis-à-vis de France Travail du paiement des pénalités.

L'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Sous cette réserve, les pénalités sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

Lorsque le montant des pénalités dépasse 10000 €, France Travail se réserve le droit de résilier le Contrat conformément aux dispositions de l'article relatif à la résiliation.

V.7. - Cofinancement par des fonds européens

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les prestations objet du marché bénéficient d'un cofinancement par la Commission Européenne dans le cadre du programme Erasmus+. Ce programme s'inscrit dans la stratégie Europe 2025 en faveur de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport en Europe.

Tout document établi par le Titulaire à l'occasion de l'exécution du marché, renseigné par le bénéficiaire ou servant de support à l'exécution des prestations auprès des bénéficiaires, en particulier les contrats d'accompagnement, états de présence et autres livrables définis au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicable, fait apparaître l'emblème de l'Union européenne, conformément aux normes graphiques en vigueur, la mention de l'Union européenne et la mention de l'agence Erasmus+.

En cas de cofinancement, le Titulaire est tenu d'informer tout bénéficiaire des prestations de la participation de l'Union Européenne à leur financement. A ce titre, le Titulaire appose en ses locaux les affichettes livrées par France Travail faisant état de la participation communautaire au financement des prestations objet du marché.

Le Titulaire est en outre tenu de fournir à France Travail toute information nécessaire au renseignement des indicateurs de réalisation ou de résultat. Il tient à la disposition de tout contrôleur ou auditeur national ou communautaire habilité l'ensemble des pièces justificatives relatives aux prestations objet du marché, ce jusqu'à la date de clôture prévisionnelle du programme (voir site Internet du programme Erasmus+).

Durant cette période, le Titulaire se soumet à tout contrôle sur pièces ou sur place effectué par toute instance nationale ou communautaire habilitée.

V.7.1. - Pays et villes d'exécution du programme

Les destinations retenues par le Titulaire à l'exécution du marché sont décrites dans la Réponse technique du Titulaire. Un nombre minimum de deux lieux de stages par pays devra être proposé. La liste des pays imposés figure à l'annexe I.

V.7.2. -. Choix d'une nouvelle destination en cours d'exécution du marché

En cas de nécessité ou d'opportunité réelle pour les demandeurs d'emploi, le Titulaire pourra proposer au sein d'un même pays une ou plusieurs destinations complémentaires en cours de marché qu'il fera au préalable valider par France Travail, en garantissant un coût identique.

France Travail, pourra, en cours de marché, ajouter ou exclure un des pays. Cette modification fera l'objet d'un avenant et d'un nouveau bordereau de prix.

V.7.3. - Obligations du titulaire relatives aux bénéficiaires des prestations

L'ensemble des obligations sont décrites dans le CCFT sous les rubriques :

- Méthodologie
- Assistance logistique
- Gestion des abandons et renvois
- Obligations du Titulaire

V.8. - Contrôle qualité des prestations et suivi du marché

V.8.1. - Contrôle qualité des prestations

Le contrôle qualité des prestations vise à s'assurer de la réalisation des prestations conformément aux dispositions du marché, de leur performance et de la satisfaction des bénéficiaires par rapport aux modalités de réalisation des prestations. Il est mis en œuvre par France Travail sur la base :

- de la vérification des prestations;
- de l'enquête de satisfaction;
- d'une analyse et d'un suivi des réclamations le cas échéant adressées à France Travail par des bénéficiaires ;
- de l'analyse et du suivi des dysfonctionnements
- de l'analyse de la capacité du Titulaire à s'adapter aux publics et à leurs contraintes (freins, secteurs d'activité, ..)
- du choix des entreprises d'accueil
- sans que le Titulaire n'en soit obligatoirement préalablement averti, de contrôles sur place opérés par France Travail ou un tiers mandaté par ses soins à cet effet et susceptibles de porter sur tout élément concourant à la réalisation des prestations. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que France Travail, ou le tiers mandaté par ses soins, se réserve à ce titre la possibilité d'assister à des entretiens et/ou des ateliers collectifs avec les bénéficiaires ;

Il s'appuie par ailleurs sur les indicateurs suivants établis par France Travail :

- nombre de bénéficiaires ayant adhéré ;
- taux d'adhésion (nombre de bénéficiaires ayant adhéré / nombre de bénéficiaires présents au premier entretien) ;
- taux d'abandon ;
- taux de présence (nombre de bénéficiaires présents / nombre d'inscrits) ;
- taux de satisfaction des demandeurs d'emploi ;
- taux de dysfonctionnement ;

V.8.2. - Suivi du marché

V.8.2.1 - Référent opérationnel

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le Titulaire désigne un référent opérationnel s'agissant du suivi de l'exécution des prestations.

Un interlocuteur du Titulaire du marché a la charge du suivi des demandeurs d'emploi auprès de France Travail, avant pendant et après la prestation.

Un interlocuteur France Travail a la charge du suivi des demandeurs d'emploi auprès du partenaire d'envoi, avant pendant et après la prestation.

Un interlocuteur régional du programme a la charge du suivi, du contrôle du service fait et du paiement pour l'exécution.

Les coordonnées des interlocuteurs France Travail seront communiquées aux prestataires préalablement à la sélection des participants au programme.

Toute modification doit faire l'objet d'une information et/ou d'une demande préalable et sans délai auprès de l'interlocuteur en charge du programme, lequel se retournera vers l'Agence Nationale Erasmus afin de faire valider le cas éventuel de force majeure.

Rappel « force majeure » : Toute situation ou tout événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des parties qui empêche l'une d'elles d'exécuter une ou plusieurs de ses obligations, dont les données sont transmises à France Travail dans les 5 jours suivant l'évènement ou la situation ».

Une gouvernance est mise place au niveau régional ayant pour objet l'analyse de l'exécution du marché et, le cas échéant, la mise en œuvre de plans d'actions correctifs partagés.

Dans ce cadre, un comité de pilotage est organisé au moins deux fois par session sur demande de France Travail ou du Titulaire. Dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement décide de sa représentation au comité de pilotage et peut être accompagné d'un ou plusieurs autres membres du groupement ; en cas de sous-traitance, le Titulaire peut également être accompagné du ou des sous-traitants considérés.

Le comité de pilotage permet le suivi du marché sur le plan quantitatif, qualitatif, administratif et financier et porte notamment sur :

- ✓ la bonne exécution du marché, en particulier :
 - le respect des dispositions du marché, y compris les dispositions applicables aux locaux, moyens matériels et humain ;
 - le suivi qualitatif des prescriptions, en particulier le respect des dispositions du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) relatives au public concerné ;
 - la gestion administrative et financière du marché,
 - la capacité du Titulaire à s'adapter aux publics et à leurs contraintes (freins, secteurs d'activité, conditions sanitaires, ..)
 - le cas échéant, les difficultés de toute natures rencontrées dans l'exécution du marché ;
- ✓ le contrôle qualité des prestations dans les conditions mentionnées à l'article V.8.1 du Contrat, y compris le suivi des indicateurs énumérés à ce même article.

Chaque comité de pilotage donne lieu à un relevé de décision, rédigé alternativement par France Travail et le Titulaire.

V.9. - Réception des livrables et pièces, vérification et admission des prestations

Les livrables et autres pièces justificatives du paiement du prix ou de la part considérée du prix, énumérés pour chaque prestation au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicable et en annexe au présent Contrat, sont transmis en un unique exemplaire, au format papier, à l'adresse suivante :

Direction Régionale France Travail
Service International
Boulevard Louis Campi – Résidence Opéra
Service international
CS 50221
20700 AJACCIO Cedex 9

A peine d'application des pénalités mentionnées à l'article V.6 du présent Contrat, les pièces justificatives listées au C.C.F.T doivent être transmises dans un délai de 10 jours calendaire après le retour des bénéficiaires.

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des livrables et autres pièces justificatives aux spécifications du marché ; le Titulaire n'y assiste pas.

Les décisions de rejet ou d'admission avec réfaction mentionnées au précédent alinéa sont notifiées au Titulaire et donnent lieu, dans l'hypothèse où la facture correspondante a déjà été émise, à l'établissement d'un avoir.

Le silence gardé par France Travail dans le délai précité de 90 jours vaut admission du livrable considéré.

VI. - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

VI.1. - Précisions liminaires d'ordre fiscal

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les prestations objet du marché sont susceptibles d'une exonération de TVA sur le fondement de l'article 261.4.4^a) du code général des impôts et aux conditions définies aux articles 202 A et 202 B de l'annexe II du même code.

Le Titulaire reconnaît également être parfaitement informé que, dès lors qu'elles exécutent des prestations dans le cadre d'un marché public, les personnes morales de droit public et les associations sont réputées le faire aux mêmes conditions que les entreprises commerciales ; elles sont en conséquence exclues du bénéfice des articles 256B et 261.7 du code général des impôts et ne peuvent se prévaloir d'un non-assujettissement à la TVA du fait de leur statut juridique.

VI.2. - Forme des prix et modalités de paiement

VI.2.1. - Prix unitaire par bénéficiaire

VI.2.1.1. - Forme et contenu du prix

Le marché est conclu au prix unitaire par bénéficiaire figurant au Bordereau des prix pour le lot considéré pour ce qui concerne l'AIF et au montant forfaitaire de la bourse attribuée par le FSE en fonction du pays d'accueil.

Ce prix est réputé complet et comprend notamment : l'ensemble des charges frappant la prestation, tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les frais de déplacement des intervenants, frais d'acquisition de matériels, documentation et supports et frais de reproduction desdits supports ; la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire en cas de groupement d'opérateurs économiques.

VI.2.1.2. - Modalités de paiement

La prestation est rémunérée de la manière qui suit :

- La bourse de mobilité

Suite à la sélection des demandeurs d'emploi et à la signature du contrat avec le participant, un acompte correspondant à 70 % de la bourse par participant est versé à l'organisme d'envoi, sur présentation d'une facture d'acompte accompagnée des documents suivants :

- Liste nominative des stagiaires (cf. trame cahier des charges, à renseigner conjointement avec le correspondant France Travail)
- Contrat financier avec ses annexes (contrat pédagogique et engagement qualité)
- Copie des factures des frais engagés (voyages, hébergement...)
- Charte d'engagement

Le solde est payé à l'issue de l'opération sur présentation d'une facture, accompagnée des documents suivants :

- Les feuilles d'émargement signées par le bénéficiaire et l'entreprise
- Un double du certificat de stage
- les éléments d'appréciation de l'employeur sur le contrat pédagogique et le formulaire Europass
- L'attestation de mise à niveau linguistique
- Le questionnaire de satisfaction

S'il y a lieu les documents justificatifs de l'abandon du bénéficiaire et les factures afférentes

En cas d'abandon avant la fin de la prestation (sans possibilité de remplacement du bénéficiaire), France Travail ne versera pas le solde de 30% et le montant de la bourse sera proratisé en fonction du nombre de jours depuis le début de la prestation. Cet abandon donnera lieu à un avoir ou au remboursement par le Titulaire du montant de l'acompte en fonction de la date d'abandon.

ABANDON	SOLUTION 1 :	SOLUTION 2 :
---------	--------------	--------------

Hors cas de force majeure	REMPLACEMENT POSSIBLE	PAS DE REMPLACEMENT - REMBOURSEMENT DE L'ACOMPTE	
Abandon au cours du 1 ^{er} mois	Remboursement de l'acompte		AIF au prorata temporis
Abandon au cours du 2 ^{ème} mois	Remboursement de l'acompte	Solde 30% non versé	AIF au prorata temporis
Abandon au cours du 3 ^{ème} mois	Remboursement de l'acompte	Solde 30% non versé	AIF au prorata temporis
<i>Le bénéficiaire : remboursement à l'organisme d'envoi du montant des dépenses déjà effectuées pour son placement ou de la totalité de la bourse (contrat financier)</i>			
ABANDON En cas de force majeure	SOLUTION 1 : REMPLACEMENT POSSIBLE	SOLUTION 2 : PAS DE REMPLACEMENT - REMBOURSEMENT DE L'ACOMPTE	
Abandon au cours du 1 ^{er} mois	Remboursement de l'acompte		AIF au prorata temporis
Abandon au cours du 2 ^{ème} mois	Application du prorata temporis	Solde 30% non versé	AIF au prorata temporis
Abandon au cours du 3 ^{ème} mois	Application du prorata temporis	Solde 30% non versé	AIF au prorata temporis

Chaque acompte fera l'objet d'une facture séparée.

L'acompte prévu au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que France Travail ne lui est redevable d'aucune indemnité dans le cas où le bénéficiaire pour lequel une commande a été émise ne se présente pas au premier entretien.

En cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance, les factures sont émises, chacun en ce qui le concerne, par chaque membre du groupement, ou en cas de sous-traitance, chaque sous-traitant. Elles sont payées au membre du groupement ou sous-traitant considéré.

VI.2.1.2.2 – Le financement de l'AIF

Il est versé à l'organisme d'envoi, à l'issue de l'expérience de mobilité, sur présentation d'une facture par participant accompagnée des pièces suivantes :

- Etat de présence quotidien et nominatif ou feuille d'émargement et attesté par l'organisme d'envoi
- Fiche d'évaluation de fin de période en entreprise
- Bilan pédagogique individuel de l'aide individuel à la formation

En cas d'abandon avant la fin de la prestation, le prestataire fournira une facture établit au « prorata temporis » de la période effectuée par le bénéficiaire.

Le marché est conclu au prix unitaire figurant au Bordereau des prix.

Le prix figurant au bordereau de prix est le prix unitaire TTC par heure de formation pour ce qui concerne l'AIF.

Les prix sont réputés complets et comprennent notamment : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des

prestations, y compris les éventuels frais de déplacement des personnels, d'acquisition de matériels et documentation, les frais de reproduction des supports pédagogiques, la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques. Les prix proposés doivent impérativement inclure tous les frais inhérents aux opérations, y compris les déplacements du Titulaire.

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

VI.2.1.3. - La rémunération des stagiaires

Dans le cadre de l'AIF, les stagiaires bénéficient d'une rémunération pendant toute la durée du séjour.

Cette rémunération est versée par France Travail sur présentation de l'état de présence dans l'entreprise d'accueil.

En amont du départ, les dossiers de rémunération seront constitués par France Travail.

Le montant dévolu à chacun des bénéficiaires leur sera communiqué.

A chaque fin de mois, l'état de présence du stagiaire dans l'entreprise d'accueil, doit être adressé à France Travail et au plus tard le 5 du mois suivant. Toute déclaration au-delà de cette date impactera le délai de paiement de la rémunération du stagiaire.

En cas de défaut d'envoi de l'état de présence dans les délais, l'attributaire du présent marché se substituera de facto à France Travail pour le versement au stagiaire du montant total de la rémunération due au titre de l'AIF.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que France Travail ne lui est redevable d'aucune indemnité dans le cas où le bénéficiaire pour lequel une commande a été émise ne se présente pas au premier entretien d'évaluation.

Dans le cas où le bénéficiaire abandonne la prestation avant sa date de fin, le paiement de la prestation est proratisé en fonction du nombre de phases réalisées depuis le début de la prestation.

VI.3. - Modalités de facturation

Les factures concernant les versements de la bourse sont transmises *via* CHORUS sous la forme d'un document « pdf source », directement issu du système d'information. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce qu'il est tenu de disposer des contrôles documentés et permanents permettant d'établir une piste d'audit fiable entre chaque facture et la prestation correspondante.

Les factures sont libellées à l'ordre du directeur régional de France Travail et portent à *minima* les mentions suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché
- le numéro et la date du bon de commande SAP,
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET
- la date d'établissement et le numéro de la facture
- le nom et le n° identifiant du bénéficiaire de la prestation
- le détail des prestations réalisées et leur montant conformément au bordereau des prix
- le montant total TTC

- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal
- l'apposition sur la facture de la mention « original »
- la liste des présents
- Accompagnées des documents précisés aux articles VI.2.2.1. et VI.2.1.2.2
- la mention de l'article 261.4.4°a) du code général des impôts justifiant de son exonération dans les conditions fixées à l'article VI.I du Contrat ou le taux et le montant de la TVA applicable
- le montant total TTC (en chiffres et en lettres en cas de facture manuscrite)
- les coordonnées du compte sur lequel les sommes sont à verser.

Pour ce qui concerne l'AIF transmise via la plateforme (Kairos), doivent également figurer :

Etat de présence quotidien et nominatif ou feuille d'émargement signé par l'entreprise et attesté par le prestataire titulaire du marché :

- - Fiche d'évaluation de fin de période en entreprise
- - Bilan pédagogique individuel de l'aide individuel à la formation

La bourse et l'AIF font l'objet de factures distinctes.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail qui notifie le cas échéant au Titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte notamment des réfections imposées.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de réception de la facture à la condition que le livrable et les autres pièces justificatives du paiement du prix aient été préalablement adressés à France Travail ; dans le cas contraire, le délai précité de trente jours court à compter de la réception du dernier document. Le défaut de paiement dans ce délai de trente jours fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les factures sont transmises *via* Chorus par chaque membre du groupement pour ce qui le concerne et sont visées par le mandataire du groupement, également *via* le portail, aux fins d'attester de leur conformité aux stipulations du marché public. Le délai maximum de trente jours mentionnés au précédent alinéa court à compter de ce visa si le livrable et les autres pièces justificatives du paiement du prix ont été préalablement adressés à France Travail.

En cas de changement de coordonnées bancaires, le Titulaire en informe France Travail par courrier auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

Le Titulaire s'engage à ne pas refacturer auprès d'un tiers les prestations commandées et payées par France Travail.

Pour les Titulaires concernés, et en application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facture électronique, les factures sont adressées *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017 gratuitement mise à leur disposition.

VII. - DISPOSITIONS DIVERSES

VII.1. - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application de l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016

VII.1.1. - Généralités

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail.

La répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique D des dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique A des dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. A l'exception de l'émission des commandes, de la facturation des prestations et primes, le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché. Toute communication ou notification est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail. A ce titre également, le mandataire est réputé habilité par les autres membres du groupement à signer tout avenant au marché, quel que soit son objet.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail. Elle ne constitue pas une pièce du marché.

VII.1.2. - Défaillance d'un membre d'un groupement

Le Titulaire dispose d'un délai maximum de trois jours calendaires à compter de la date à laquelle il a connaissance de la défaillance d'un membre du groupement pour informer France Travail de cette défaillance et de son motif.

En cas de défaillance en cours d'exécution du marché, en ce compris les manquements aux obligations contractuelles, le mandataire du groupement a la faculté de proposer à France Travail l'acceptation d'un sous-traitant dans les conditions définies à l'article VII.2 du Contrat ou la substitution au membre défaillant d'un autre opérateur économique disposant des niveaux minimums de capacité économique et financière, technique et professionnelle requis pour l'exécution des prestations.

Dans ce dernier cas, le mandataire du groupement transmet à France Travail, par courrier recommandé avec avis de réception postal, une demande de substitution du membre défaillant, indiquant les raisons ou la dénomination sociale, adresse et coordonnées complètes du membre proposé en substitution. Sont jointes, datées et signées par un représentant du membre proposé en substitution ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le membre proposé en substitution ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter le marché¹, ainsi que, dans le cas où le membre proposé en substitution est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou procédure équivalente pour les opérateurs économiques régis par un droit autre que le droit français, la copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution du marché restant à courir, périodes de reconduction comprises. France Travail dispose d'un délai maximum de trois semaines calendaires pour faire connaître sa décision d'acceptation du membre proposé en substitution. L'acceptation prend la forme d'un avenant de transfert du marché, du groupement titulaire initial au nouveau groupement ainsi constitué.

Le groupement titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'opérateur économique proposé en substitution n'est pas autorisé à exécuter une prestation avant que l'avenant de transfert ne soit notifié au Titulaire.

Dans le cas où le membre défaillant est le mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire, telle que remise dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, assume les fonctions de mandataire du groupement.

Les dispositions du présent alinéa ne font pas obstacle à, le cas échéant, la substitution d'un nouvel opérateur économique au mandataire défaillant dans les conditions définies au présent article, soit en qualité de membre non-mandataire du groupement, soit en qualité de mandataire du groupement. Dans ce dernier cas, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature assume les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à la notification de l'avenant de transfert correspondant.

VII.2. - Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

Dans le cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire transmet à France Travail par courrier recommandé avec avis de réception postale (ou lui remet contre récépissé) une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou la dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, la nature des prestations qu'il propose de sous-traiter, le montant maximum à payer directement au sous-traitant pendant la première période

¹ Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le membre proposé en substitution sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le membre proposé en substitution est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont France Travail a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du membre proposé en substitution qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

contractuelle d'exécution du marché et, le cas échéant, pendant les deuxième et troisième périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance.

Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées². Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un jour calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant son acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

A première demande de France Travail, le Titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail. Il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

VII.3. - Lutte contre la fraude et dispositif de contrôle

Le Titulaire est garant de la véracité des informations portées sur le livrable et de l'authenticité des pièces justificatives transmis dans le cadre de l'exécution du marché. Il s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de cette obligation et se porte fort du respect de cette obligation par son personnel.

Le dispositif interne de contrôle de conformité et de prévention et de lutte contre la fraude dont il dispose, permettant notamment de contrôler cette véracité et cette authenticité, est décrit dans sa Proposition technique.

Ce dispositif est auditable par France Travail à tout moment, notamment dans le cadre de contrôles sur place opérés par France Travail ou un tiers mandaté par ses soins à cet effet et dont le Titulaire n'est pas obligatoirement préalablement averti. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que, dans le cadre de la mise en œuvre de son propre dispositif de

² Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont France travail a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

prévention et de lutte contre la fraude, France Travail est susceptible de solliciter des informations et vérifications complémentaires du Titulaire.

VII.4. - Financements européens et obligations en découlant

VII.4.1. - Financements européens

Les prestations objet du marché font l'objet d'un financement par l'Union européenne dans le cadre de la réglementation en vigueur.

VII.4.2. - Obligations de publicité

Conformément aux dispositions du règlement (UE) 2020/2021 du 23 décembre 2020 modifiant le règlement (UE) 1303/2013 en ce qui concerne des ressources supplémentaires et des modalités d'application afin de fournir un soutien pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie (REACT-EU), le Titulaire est tenu d'informer les bénéficiaires de la participation des fonds européens au financement des prestations et de faire mention de cet apport dans toute action de communication externe ou interne liée au marché, notamment sur les feuilles d'émargement. La référence au fonds social européen est complétée par la référence au "Financement dans le cadre de la réponse de l'Union à la pandémie de COVID-19", pour informer d'un soutien financier provenant des ressources REACT-EU.

VII.4.3. - Contrôle, conservation et présentation des pièces

Le Titulaire tient à la disposition de tout contrôleur ou auditeur national ou européen habilité l'ensemble des pièces justificatives relatives aux prestations, ceci jusqu'à la date prévisionnelle de clôture du programme, à savoir trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses correspondantes.

Durant cette période, le Titulaire se soumet à tout contrôle sur pièces et/ou sur place effectué par toute instance nationale ou européenne habilitée.

VII.4.4. - Suivi des participants et de saisie des indicateurs

Conformément au règlement (UE) 1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) 1081/2006 et au règlement (UE) 2020/2021 (REACT-EU), le Titulaire participe au suivi des participants, par la saisie des indicateurs de réalisation (à l'entrée dans l'action) et de résultats (à la sortie de l'action).

A ce titre, lors du premier entretien, le Titulaire remplit de façon dématérialisée le questionnaire FSE mis à disposition sur le portail mentionné à l'article V.8.

VII.5. - Assurances

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché, par des tiers, y compris les bénéficiaires des prestations et y compris lorsque les prestations sont réalisées par lui dans des locaux mis à sa disposition par France Travail. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité

professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. A première demande de France Travail, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

VII. 6. - Propriété intellectuelle

Le Titulaire demeure propriétaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les éléments de toute nature, notamment les outils, méthodes et savoir-faire, ainsi que la documentation, utilisés dans le cadre de l'exécution du marché, que ces éléments aient été mis au point ou développés antérieurement ou au cours de l'exécution du marché.

Sauf accord préalable écrit du Titulaire, France Travail ne dispose d'aucun droit de représentation, reproduction, adaptation ou traduction des éléments sur lesquels le Titulaire détient des droits de propriété intellectuelle ou faisant état des savoir-faire, méthodes et connaissances appartenant au Titulaire.

Le Titulaire garantit France Travail de toute revendication de tiers relative à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances respectifs, à l'occasion de l'exécution du marché. A première manifestation de la revendication d'un tiers, le Titulaire prend toute mesure propre à faire cesser le trouble et prête assistance à France Travail, notamment en communiquant les éléments de preuve ou documents utiles qu'il détient ou peut obtenir.

Dans un délai maximum de huit jours calendaires à compter de sa notification, France Travail informe le Titulaire de toute requête ou assignation fondée sur les droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances du Titulaire, à l'occasion de l'exécution du marché, en lui communiquant le texte de la requête ou assignation, et l'appelle à la cause en lui réservant la possibilité de soulever tout moyen utile à sa défense.

VII.7 - Cofinancement par le Fonds social européen

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les prestations objet du présent marché font l'objet d'un cofinancement par le Fonds social européen (FSE). La participation du Fonds social européen (FSE) dans le cadre de cette programmation est au maximum de 50%.

Tout document établi par le Titulaire à l'occasion de l'exécution du marché public, renseigné par les bénéficiaires ou communiqués aux bénéficiaires, en particulier les feuilles d'émargement et le bilan, fait apparaître l'emblème de l'Union européenne, conformément aux normes graphiques en vigueur ou à venir, la mention de l'Union européenne et le logo L'Europe s'engage en France avec la mention du Fonds social européen (FSE).

VII.8. - Lutte contre le travail illégal et exclusion des marchés publics

VII.8.1. - Lutte contre le travail illégal

Conformément aux dispositions des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa

situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, dans les conditions suivantes :

- s'il est établi en France, il produit les pièces listées à l'article D.8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois et un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou autre document listé au 2° même article du code du travail pour les Titulaires concernés) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces listées à l'article D.8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste est établie à partir du registre unique du personnel et précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 et, le cas échéant, l'article D.8222-7 du code du travail lui imposent de procéder, à l'égard d'un sous-traitant, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail, soit 5 000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, et sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1-I du code du travail. A défaut, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L.1262-4-1 du code du travail.

VII.8.2. - Exclusion des marchés publics

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1, le Titulaire informe sans délai France Travail de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Le Titulaire est en outre tenu de fournir à France Travail toute information nécessaire au renseignement des indicateurs de réalisation ou de résultat. Il tient à la disposition de France Travail l'ensemble des pièces justificatives relatives aux prestations objet du marché, ce jusqu'à la date de clôture prévisionnelle du programme.

Durant cette période, le Titulaire se soumet à tout contrôle et audit sur place effectué par toute instance nationale ou communautaire habilitée.

VII.9 - Protection des données personnelles

VII.9.1. - Traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail

VII.9.1.1. - Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de France Travail, les données personnelles nécessaires à l'exécution du marché pour les finalités et aux conditions décrites au Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). France Travail et le Titulaire s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les coordonnées du délégué à la protection des données désigné par le Titulaire en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) sont communiquées à France Travail dans un délai de trente jours à compter de la notification du marché. Le délégué à la protection des données de France Travail peut être contacté par courriel à l'adresse contact-dpd@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Sauf accord préalable exprès de France Travail et à peine de résiliation à ses torts exclusifs, le Titulaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne. A première demande de France Travail, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

VII.9.1.2. - Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les finalités et selon les instructions figurant au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). Dans le cas où il considère qu'une instruction contrevient à la réglementation en matière de protection des données personnelles, le Titulaire en informe immédiatement France Travail ;
- garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur

confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;

- prendre en compte les principes de protection des données dès la conception, ainsi que par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché ;
- le cas échéant, aider France Travail dans la réalisation des analyses d'impact et consultations préalables de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), prévues aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données (RGPD) ;
- mettre à disposition de France Travail l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des données personnelles, ou permettant la réalisation d'audits sur pièces ou sur place, par France Travail, un organisme mandaté par ses soins à cet effet ou toute autorité de contrôle à laquelle France Travail est soumis. Le Titulaire contribue également à ces audits ;
- dans le cas où il a recours à un sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article VII.2, ou à un fournisseur pour mettre en œuvre tout ou partie du traitement, veiller à ce que le sous-traitant ou fournisseur présente les garanties suffisantes s'agissant de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Le recours au fournisseur doit en outre faire l'objet d'une autorisation écrite préalable ;
- dans le cas où il est dans l'obligation, en application du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, de procéder à un transfert de données en dehors de l'Union européenne, en informer France Travail avant la mise en œuvre du traitement, sauf interdiction pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Sans préjudice des instructions le cas échéant fixées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le Titulaire définit et met par ailleurs en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes.

VII.9.1.3. - Information des personnes concernées

France Travail informe les personnes concernées de l'existence du traitement, ainsi que de leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Dans le cas où des demandes d'exercice de ces droits lui sont adressées, le Titulaire transmet ces demandes à France Travail, par courriel, à l'adresse Contact-dpd@francetravail.fr.

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour aider France Travail à répondre à ces demandes.

VII.9.1.4. - Violation de données personnelles

Dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, le Titulaire notifie à France Travail, par courriel à l'adresse contact-dpd@francetravail.fr toute violation de données personnelles. Est jointe la documentation utile permettant, le cas échéant, à France Travail de notifier la violation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette documentation comprend *à minima* les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes et de données concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les conséquences.

VII.9.1.5. - Sort des données

Le Titulaire détruit l'ensemble des données à caractère personnel traitées, ainsi que leurs éventuelles copies, dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de six mois à compter du complet paiement de la prestation. Dans un délai maximum d'un mois à l'issue du complet paiement par France Travail de la dernière prestation due en exécution du marché, le Titulaire confirme à France Travail la destruction des données personnelles figurant dans tout document ou dans tout fichier informatique.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux fichiers, documents et pièces justificatives que le Titulaire est tenu de conserver pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires.

VII.9.2. - Traitement de données mis en œuvre par les parties pour leur propre compte et traitement de données personnelles concernant la santé

Indépendamment du traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail dans les conditions fixées ci-avant, le Titulaire met également en œuvre, pour son propre compte, dans les conditions ci-dessous définies, deux traitements de données à caractère personnel :

- un traitement de données personnelles concernant la santé des bénéficiaires, dans le cadre du diagnostic 360° et de leur accompagnement psychosocial. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que seuls les intervenants autorisés en application de l'article 9.2 h) du RGPD ou de l'article 44 de la loi du 6 janvier 1978 sont habilités à traiter des données personnelles concernant la santé.

Le Titulaire garantit France Travail que, conformément aux informations données dans sa Proposition technique, seuls des intervenants habilités participent effectivement aux opérations de traitement des données personnelles concernant la santé des bénéficiaires.

Ces éléments de conformité sont susceptibles de vérification dans le délai entre la date de notification du marché et la date de sa prise d'effet mentionné à l'article III, ainsi qu'en cours d'exécution du marché, dans le cadre du contrôle qualité prévu à l'article V.7.1 ;

- un traitement pour les besoins de la gestion du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. France Travail met également en œuvre, pour son propre compte, un tel traitement.

Chaque partie est seule responsable des traitements de données à caractère personnel qu'elle met en œuvre pour son propre compte et s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces droits s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par France Travail, auprès de son délégué à la protection des données et, pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, auprès de son délégué à la protection des données, selon les modalités décrites ci-avant.

VIII. - RESILIATION

VIII.1. - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- 1.1°) en cas de rejet de la demande d'enregistrement, de l'annulation de l'enregistrement ou de la caducité de la déclaration d'activité dans les conditions définies aux articles L.6351-1 et suivants du code du travail ;
- 1.2°) en cas de manquement aux obligations résultant des articles V.5.2 et VII.3 du Contrat ;
- 1.3°) en cas de contravention à la législation ou réglementation du travail, y compris les dispositions du Livre III de sa sixième Partie, ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- 1.4°) en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- 1.5°) lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- 1.6°) dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai France Travail ;

- 1.7°) lorsque le Titulaire refuse de donner accès à ses locaux et/ou fournir les justificatifs demandés dans le cadre d'un contrôle prévu à l'article V.8 du Contrat ;
- 1.8°) si le montant cumulé des pénalités prévues à l'article V.6 du Contrat excède 20 000 €.

Le marché peut être également résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- 2.1°) après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;
- 2.2°) s'agissant des locaux affectés par le Titulaire à l'exécution du marché, et sans nouvelle mise en demeure préalable, en cas de nouveau constat d'une ou plusieurs non-conformités majeures empêchant la poursuite de l'exécution des prestations dans les conditions habituellement pratiquées par la profession, dans les conditions fixées aux articles V.4.1.3 ;
- 2.3°) lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L.8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L.8221-3, L.8221-5 et du premier alinéa de l'article L.8251-1 du code du travail, le Titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail, le marché est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure. Cette résiliation prend effet dans un délai de six mois à compter de l'injonction de France Travail ;
- 2.4°) lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L.1262-4-3 et L.3245-2 du code du travail du fait du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique, est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Quel que soit le commencement d'exécution reçu dans le cadre du marché résilié, la prestation est, sauf décision contraire de France Travail, reprise aux frais et risques du Titulaire, dans son intégralité, depuis le démarrage de la prestation.

Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations reprises à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation. A défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation. Le Titulaire reconnaît être informé que, selon les indications figurant dans la décision de résiliation, soit le Titulaire poursuit, jusqu'à leur terme et dans les conditions prévues par le marché, l'exécution des bons de commande transmis avant la notification de la décision de résiliation, soit les prestations sont arrêtées à la date de notification de la décision de résiliation.

VIII.2. - Résiliation pour motif d'intérêt général

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que France Travail se réserve la possibilité d'émettre des commandes jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation.

IX. - LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur régional de France Travail signataire du marché.

Fait à _____, le _____

Fait à _____, le _____

Signature du représentant du Titulaire :

Signature du représentant France Travail :

(à revêtir du cachet de la société)

